



CONSEIL

Cent soixante-douzième session

Rome, 24-28 avril 2023

Informations actualisées sur l'Initiative Main dans la main

Résumé

Le présent rapport résume les progrès récemment accomplis dans la mise en œuvre de l'Initiative Main dans la main (ci-après «l'Initiative»). Y sont notamment abordés les points suivants:

- a) La hausse du nombre total de pays qui prennent part à l'Initiative, lequel est passé à 60 à la mi-janvier 2023, ce qui montre que celle-ci suscite un fort intérêt au niveau mondial, qu'il faut une programmation plus vaste et plus ambitieuse de la part des membres et que la cible prévue de 64 pays est proche.
- b) Compte tenu du succès du Forum de l'investissement de l'Initiative Main dans la main (ci-après «le Forum»), qui s'est tenu en octobre 2022, sept pays prévoient désormais d'organiser au niveau national leurs propres forums de l'investissement dans le cadre de l'Initiative Main dans la main. En outre, un forum de l'investissement au niveau sous-régional est prévu pour l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud.
- c) Les notes d'investissement présentées au Forum 2022 ont donné une base solide à l'appui dans le domaine de l'investissement qu'a prêté la FAO dans le cadre du Sommet Dakar 2 (Nourrir l'Afrique: souveraineté alimentaire et résilience), qui était organisé par l'Union africaine et la Banque africaine de développement et s'est tenu les 28 et 29 janvier 2023, à Dakar (Sénégal).
- d) On trouvera un aperçu actualisé des progrès accomplis par les membres dans le cadre de l'Initiative sur le site web de l'Initiative et dans le tableau de bord en ligne. En outre, un nouveau système novateur qui facilite les engagements en cours des investisseurs est désormais disponible sur le site web.

Suite que le Conseil est invité à donner

Le Conseil est invité à prendre note des progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'Initiative Main dans la main.

En particulier, le Conseil souhaitera peut-être:

- a) se féliciter du nombre sans cesse plus important de pays qui prennent part à l'Initiative, sept pays supplémentaires ayant rejoint l'Initiative depuis novembre 2022, ce qui porte le total à 60 pays;
- b) constater les améliorations apportées au site web et au tableau de bord de l'Initiative, ainsi que leur utilité, car ce sont des outils de suivi efficaces qui permettent d'informer régulièrement les membres des progrès accomplis;
- c) souligner qu'un appui technique complémentaire de la part de la FAO est de plus en plus nécessaire en raison de l'accroissement du nombre de pays les moins avancés, d'États insulaires en développement, de pays en développement sans littoral et de pays en situation d'urgence qui participent à l'Initiative.

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

M. Máximo Torero Cullen
Économiste en chef
Tél.: +39 06570 50869
Courriel: Maximo.ToreroCullen@fao.org

I. Introduction

1. Le présent rapport a été établi pour donner suite aux demandes que le Conseil a formulées à sa 168^e session, afin que lui soient régulièrement présentées des informations actualisées sur les progrès accomplis et les résultats obtenus en ce qui concerne la mise en œuvre de l'Initiative Main dans la Main.
2. Le Directeur général a annoncé le lancement de l'Initiative en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, en septembre 2019. Pour remplir les critères, les membres doivent faire partie des pays en développement sans littoral (PDSL), des petits États insulaires en développement (PEID), des pays les moins avancés (PMA), des pays en situation de crise alimentaire (selon la définition qui en est donnée par le Réseau mondial contre les crises alimentaires) ou des pays à forte population pauvre.
3. À ce jour, 60 pays ont exprimé leur souhait de participer à l'Initiative.
 - a. Afrique (34): Angola, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Eswatini, Gabon, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Malawi, Mali, Mozambique, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Tchad, Togo, Zambie, Zimbabwe;
 - b. Asie et Pacifique (11): Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Îles Salomon, Népal, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République démocratique populaire lao, Tuvalu et Vanuatu;
 - c. Europe (1): Tadjikistan;
 - d. Amérique latine et Caraïbes (11) : Bolivie, El Salvador, Équateur, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Nicaragua, Paraguay, Pérou et République dominicaine;
 - e. Proche-Orient et Afrique du Nord (4): Iraq, Soudan, Syrie et Yémen.
4. L'Initiative offre aux membres de la FAO et aux partenaires de développement un soutien programmatique et des moyens novateurs de renforcer, d'étendre et de pérenniser des programmes nationaux ambitieux à l'appui de la transformation des systèmes agroalimentaires en vue d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD) 1, 2 et 10. Compte tenu de l'approche selon laquelle l'Initiative est prise en main et pilotée par les pays, la section II du présent document se concentre sur les pays et les régions et met en évidence les principaux progrès accomplis jusqu'à présent, notamment la suite donnée aux dossiers d'investissement et aux engagements pris au niveau national dans le prolongement du Forum 2022.
5. Lors du Forum 2023, dont les préparatifs sont en cours, les membres auront la possibilité de recevoir des informations actualisées sur les initiatives menées aux niveaux national et régional, ainsi que des informations sur les nouveaux pays qui souhaitent participer et présenter leurs propositions d'investissement qui ont été conçues dans l'optique de mieux cibler l'élimination de la pauvreté et l'obtention d'effets dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le cadre de l'Initiative.
6. Les sections III et IV portent sur les efforts menés actuellement en matière de suivi et d'évaluation, ainsi que sur les produits de communication mis au point et le déploiement de la stratégie. Pour obtenir de plus amples informations sur les progrès accomplis au niveau national, veuillez consulter le site web et le tableau de bord de l'Initiative Main dans la main. On trouvera également sur le site web une nouvelle fonctionnalité qui permet aux investisseurs de communiquer plus facilement avec les autorités des membres participant à l'Initiative.

II. Investissements au niveau national et suite donnée

A. Afrique

7. Avec 34 pays participants, la région Afrique enregistre des progrès réguliers et se montre très intéressée par l'Initiative. À la suite de l'édition 2022 du Forum, le Bureau sous-régional de la FAO à Dakar a été chargé de développer l'Initiative au Sahel et devrait également participer à l'édition 2023

du Forum. Dans le cadre de l'Initiative au Sahel, on étudiera en amont les liens avec le Sommet Dakar 2 de l'Union africaine (UA) et de la Banque africaine de développement (BAfD) et la suite qui a été donnée avec les membres (voir ci-après).

8. Les activités liées à l'investissement qui ont été réalisées dans le contexte du Forum 2022 étaient essentielles, car elles ont constitué la base de l'appui dans le domaine de l'investissement qu'a prêté la FAO dans le cadre du Sommet Dakar 2 (Nourrir l'Afrique: souveraineté alimentaire et résilience), qui était organisé par l'UA et la BAfD et s'est tenu les 28 et 29 janvier 2023, à Dakar (Sénégal). L'appui prêté par la FAO à la BAfD a consisté à aider cinq pays à préparer leurs notes/accords d'investissement, à savoir l'Éthiopie, le Ghana, le Malawi, le Niger et le Soudan du Sud. Le principal résultat du Sommet est la Déclaration de Dakar 2, que l'on peut consulter [ici](#), tout comme d'autres informations détaillées.

9. Une collaboration approfondie au titre de l'Initiative est également en cours dans le cadre de la suite donnée au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et des feuilles de route nationales de certains pays pilotes en Afrique, notamment le Burundi et la Tanzanie, ainsi que de plusieurs domaines prioritaires du Programme (DPP), notamment la réduction des pertes et du gaspillage alimentaires (AN4).

10. Conformément l'approche de l'Initiative selon laquelle la programmation est prise en main et pilotée par les pays, les informations détaillées fournies ci-après sur les progrès accomplis au niveau national concernent les pays qui étaient présents au Forum 2022.

11. **Burkina Faso:** Le pays a rejoint l'Initiative en avril 2020. Lors du Forum 2022, les pouvoirs publics ont présenté des propositions d'investissement portant sur le développement de la chaîne de valeur du riz, l'arachide, les produits forestiers non ligneux et l'élevage de bétail. À cette occasion, une organisation internationale non gouvernementale (OING) s'est dite intéressée par une collaboration dans différents domaines: culture du riz dans le cadre de programmes novateurs permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), transposition à plus grande échelle des écovillages et technologies d'irrigation solaire. Les discussions visant à donner suite à ces propositions se poursuivent actuellement.

12. **Congo:** Le pays s'est associé à l'Initiative en février 2020. L'analyse menée dans le cadre de l'Initiative et par les autorités a permis de définir quatre domaines d'intervention qui ont été présentés par les pouvoirs publics lors du Forum: la production de farine de manioc, la production de soja et de maïs, le développement de l'élevage de volailles et la mise en place de 13 agropoles associant diverses activités: polyculture alimentaire, multiplication de semences, culture maraîchère, culture fruitière (vergers) et pépinières. Au cours du Forum, la possibilité d'une collaboration avec une institution financière internationale au sujet d'un financement axé sur le climat ou la lutte contre la pauvreté a été étudiée et fait à présent l'objet d'un suivi.

13. **Éthiopie:** Le pays s'est associé à l'Initiative en 2020. Établis sur la base des consultations et de l'analyse menée dans le cadre de l'Initiative et alignés sur les priorités définies par le gouvernement, les dossiers d'investissement présentés lors du Forum portaient notamment sur les engrais organiques, les produits laitiers, le café et l'avocat. Pendant le Forum, une éventuelle collaboration avec des sociétés d'investissement et des alliances du secteur privé a été étudiée et fait actuellement l'objet d'un suivi. En outre, une société privée a exprimé son souhait de collaborer avec les pouvoirs publics sur l'amélioration des moyens de mécanisation conformément à leur note d'investissement, en faisant en sorte d'y faire participer les petits exploitants. Un autre investisseur privé était également intéressé par un partenariat avec les pouvoirs publics en vue de mener une étude de faisabilité sur la fourniture d'intrants. Ces initiatives se poursuivent au niveau national.

14. Afin de donner suite au Forum, l'Initiative aide les pouvoirs publics à se concerter avec la BAfD, dans le but d'établir des passerelles entre l'Initiative et le nouvel accord pour l'Éthiopie, qui est également aligné sur le projet de l'Éthiopie visant à mettre en place 10 programmes nationaux en 10 ans.

15. **Mali:** Le pays a intégré l'Initiative en 2020. Les principaux dossiers d'investissement qui ont été présentés par le Gouvernement du Mali lors du Forum concernaient la tomate, l'oignon biologique et l'engraissement du bétail. Après le Forum 2022 et avec l'aide de la FAO, le pays continue d'assurer le suivi avec les banques et les sociétés d'investissement qu'il a rencontrées lors du Forum, lesquelles ont fait part de leur volonté d'œuvrer avec les pouvoirs publics à la mise en œuvre de l'Initiative.
16. Des réunions avec CNH Industrial et Rabobank ont eu lieu en décembre 2022, afin de discuter de possibles partenariats en vue de la mise en œuvre de la note d'investissement élaborée dans le cadre de l'Initiative, et des échanges concernant de potentiels investissements sont en cours.
17. Le Ministère du développement rural a également assuré le suivi avec le Ministère de l'économie et des finances au sujet d'une éventuelle réallocation de ressources approuvées par la Banque mondiale au titre d'un projet vers certains dossiers d'investissement de l'Initiative.
18. Le Ministre du développement rural, qui était à la tête de la délégation du gouvernement qui a assisté au Forum, a également manifesté son souhait d'organiser un forum de l'investissement national au Mali afin de présenter les notes d'investissement ayant trait à l'Initiative et d'attirer des partenaires internationaux, notamment des institutions financières internationales, et des entreprises internationales et nationales du secteur privé en vue de la mise en œuvre de l'Initiative dans des régions ciblées (Kayes et Koulikoro). Le forum de l'investissement national devrait avoir lieu au premier semestre 2023.
19. En janvier 2023, une mission a été dépêchée par le Ministère dans les régions ciblées afin de présenter les projets dans le détail et d'étudier l'intérêt pour l'investissement au niveau local en ce qui concerne les priorités dans ce domaine qui ont été définies dans le cadre du Forum 2022.
20. **Niger:** Les autorités ont fait part de leur souhait de participer à l'Initiative en septembre 2020. Lors du Forum, les dossiers d'investissement présentés par les pouvoirs publics portaient sur la conservation de l'oignon, les produits laitiers et la production de moringa au moyen de l'irrigation à petite échelle.
21. Dans le prolongement du Forum 2022, et avec l'aide la FAO, le pays assure le suivi avec les banques, les investisseurs et les entreprises qui ont exprimé leur souhait de travailler avec les pouvoirs publics à la mise en œuvre de l'Initiative, à savoir Rabobank, Global Green Growth Institute (GGGI) et CNH Industrial.
22. En outre, afin de donner suite au Forum, le représentant du Bureau du Président a invité la FAO à animer un débat de haut niveau sur les possibilités d'investissement dans les chaînes de valeur agro-industrielles, dans le cadre de la table ronde des investisseurs et des partenaires de développement consacrée au financement du Plan de développement économique et social (PDES) 2022-2026 du Niger, laquelle a été organisée avec le Gouvernement français à Paris, les 5 et 6 décembre 2022. La table ronde du Niger a débouché sur des annonces et des manifestations d'intérêt qui représentent un montant total de 45 milliards d'EUR, alors que les besoins globaux étaient de 29,6 milliards d'EUR.
23. Les possibilités d'investissement recensées dans le cadre de l'Initiative au Niger sont pleinement alignées sur le PDES 2022-2026 et visent à contribuer à sa mise en œuvre. Avec l'appui de la FAO, le pays est en train de dresser une cartographie détaillée des interventions pertinentes en cours dans deux régions cibles (Dosso et Tahoua), ce qui lui permettra de produire une note d'investissement plus détaillée pour certaines chaînes de valeur, dans le droit fil des plans de développement régionaux et locaux.
24. Le pays envisage également la possibilité d'organiser un forum de l'investissement national en 2023. Récemment, le gouvernement a proposé d'aller de l'avant en ce qui concerne l'agropole de Niamey. L'équipe de l'Initiative et le Centre d'investissement de la FAO étudient actuellement comment procéder, comme l'ont demandé les autorités.

25. **Sao Tomé-et-Principe:** Le pays a rejoint l'Initiative en avril 2021. Étant donné que le pays est un petit État insulaire en développement, les principaux dossiers d'investissement présentés durant le Forum concernaient le cabotage bleu (transport de personnes et de biens le long des côtes), l'amélioration du tourisme et du milieu côtier et la modernisation de la flottille de pêche artisanale.
26. Une mission conjointe de la FAO et de la Banque mondiale a été organisée en janvier 2023 afin de renforcer l'évaluation et l'impact (économique et environnemental) des trois priorités présentées dans les dossiers d'investissement lors du Forum. Des réunions avec les ambassades de Chine et du Portugal, l'Agence française de développement, l'Union européenne, la Banque mondiale et la BAfD se sont tenues.
27. En avril 2023, la FAO contribuera à la deuxième édition de la Semaine nationale de l'économie bleue, ainsi qu'au Forum de l'investissement national consacré à l'économie bleue, où le plan d'investissement national dans l'économie bleue et les projets prioritaires seront présentés.
28. Le Ministre de la planification, des finances et de l'économie bleue assure également le suivi de l'appui, notamment en demandant une assistance technique à la FAO.
29. **Zimbabwe:** Les activités liées à l'Initiative menées dans ce pays s'inscrivent dans le programme gouvernemental de transformation des systèmes agroalimentaires. Les dossiers d'investissement présentés par les autorités lors du Forum portaient sur le développement des systèmes d'irrigation à petite échelle, l'augmentation de la disponibilité de tomates transformées et la mise en place d'ateliers d'emballage de bananes décentralisés.
30. S'appuyant sur la dynamique positive créée lors du Forum, les pouvoirs publics jouent un rôle moteur en organisant un forum de l'investissement au niveau national, qui devrait avoir lieu à l'été 2023. Ce forum de l'investissement national qui s'inscrit dans l'Initiative Main dans la main vise à renforcer l'engagement des partenaires de développement, y compris le secteur privé, en faveur des priorités définies en matière d'investissement, en s'appuyant sur le potentiel des systèmes agroalimentaires dans le pays.
31. L'Initiative appuie également l'engagement des pouvoirs publics dans différentes activités de suivi, notamment avec la BAfD. Le Zimbabwe est aussi l'un des premiers pays à utiliser le cadre de l'Initiative au niveau local des provinces pour améliorer l'analyse et la planification des investissements dans les systèmes agroalimentaires.

B. Asie et Pacifique

32. Au vu de l'intérêt exprimé par les membres lors du Forum, le Bureau régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique élabore actuellement un nouveau programme régional de coopération technique afin d'inclure provisoirement le Bangladesh, le Bhoutan, les Îles Salomon, le Népal et la République démocratique populaire lao. Le projet, qui a pour but de contribuer aux activités visant à donner suite au Forum 2022 et consistera principalement à favoriser l'investissement mixte inclusif et efficace dans les systèmes agroalimentaires dans le contexte de l'Initiative, devrait débiter ces prochains mois.
33. **Bangladesh:** Le pays a rejoint l'Initiative en août 2020. En octobre 2022, la mobilisation de 500 millions d'USD par la Banque mondiale au titre de l'Initiative Main dans la main a été confirmée; ces fonds sont destinés à financer en partie le programme de transformation de l'agriculture piloté par les pouvoirs publics, dont le budget total s'élève à 2,9 milliards d'USD. Sur la base des analyses et de la cartographie réalisées dans le cadre de l'Initiative, le Fonds international de développement agricole (FIDA) s'est récemment engagé à verser 43 millions d'USD pour le Programme sur la transformation agricole et rurale au service de la nutrition, de l'entrepreneuriat et de la résilience¹. Également sur la base de l'appui prêté dans le cadre de l'Initiative, les autorités ont présenté, lors du Forum, des notes d'investissement sur la pomme de terre, la mangue, l'oignon et la tomate.

¹ <https://www.ifad.org/fr/web/operations/-/project/2000003884>.

34. Une des activités de suivi que mèneront les pouvoirs publics à la suite du Forum consistera à présenter leurs dossiers d'investissements soutenus par l'Initiative à plusieurs investisseurs lors du Sommet Bangladesh Business organisé par la Fédération de la Chambre de commerce et de l'industrie du Bangladesh en mars 2023 à Dacca. L'objectif est de faire connaître aux représentants des entreprises et aux investisseurs des différents pays les succès obtenus et les possibilités d'investissement au Bangladesh.

35. En outre, la Fondation Bill et Melinda Gates s'est engagée à fournir un appui supplémentaire de 4,4 millions d'USD (pour trois ans) au programme de transformation de l'agriculture du gouvernement, qui a été mis en place par l'intermédiaire de l'Initiative. Le projet consistera à recenser les lacunes et les besoins en matière de politiques, d'investissements et de programmes en adoptant une approche territoriale fondée sur les principes de l'Initiative au niveau local.

36. Des échanges avec d'autres donateurs, notamment la Banque asiatique de développement, la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, la Banque islamique de développement, la Banque mondiale et le FIDA, sont en cours, en étroite collaboration avec les autorités, au sujet des possibilités et des investissements potentiels.

37. **Bhoutan:** Le pays a rejoint l'Initiative en juin 2021. Les principaux domaines d'investissement présentés par les pouvoirs publics durant le Forum concernaient les fraises et les asperges biologiques, les centres de regroupement et les ateliers de conditionnement de fraises et d'asperges, le quinoa et le poivre noir. À la suite du Forum, le représentant de la FAO a sollicité des hauts fonctionnaires du Bhoutan et leur a présenté des informations sur le Forum de l'investissement et la portée de la mise en œuvre.

38. Le Secrétaire du Cabinet s'est félicité de l'initiative et a fait savoir que l'approche de l'Initiative serait mise en œuvre au titre des prochains plans et programmes quinquennaux et décennaux, dans le cadre desquels le gouvernement fera de l'analyse des investissements et de leurs retours un élément indispensable des propositions qui seront examinées dans le plan, ceci afin d'aider le gouvernement à optimiser l'utilisation des ressources et les investissements dans les programmes et d'avoir de meilleures perspectives en matière de retours financiers et de durabilité.

39. Compte tenu de la demande des pouvoirs publics, qui souhaitent développer les capacités nationales et les secteurs institutionnels axés sur l'agriculture dans l'optique de renforcer l'analyse des investissements, la FAO prévoit d'organiser une formation complète au Bhoutan, en février 2023. Deux personnes-ressources du centre d'investissement (CFI) et de la Division de l'économie agroalimentaire seront mobilisées. À la suite du programme de formation, le Bureau de la FAO dans le pays aidera les pouvoirs publics à mettre au point un manuel d'investissement et apportera une aide technique en vue de la formulation des prochains plans et programmes de développement et d'investissement quinquennaux et décennaux.

40. Dans le cadre de l'élaboration de la proposition de projet du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et du Fonds vert pour le climat (FVC) qui est en cours, on envisage d'adopter les approches de l'Initiative en matière d'investissement pour financer les possibilités recensées lors des études de typologie de l'Initiative et dans le cadre des propositions d'investissement élaborées en vue du Forum.

41. Les pouvoirs publics ont également prévu de rédiger une note de synthèse et de mener une analyse de la rentabilité en ce qui concerne 1) la mise en place d'un pôle économique consacré aux ressources naturelles renouvelables (e-pôle) et 2) la création de mégafermes modèles à l'appui de l'intensification de la production agricole et de la commercialisation, et ont demandé l'aide de la FAO à cette fin.

42. L'Union européenne a récemment approuvé le financement du programme sur la promotion de systèmes agroalimentaires inclusifs, durables et résilients pour un montant total de 15 millions d'USD. Les activités menées et l'appui apporté au Bhoutan au titre de l'Initiative ont contribué à créer de la confiance entre les autorités et le donateur. Le Gouvernement du Bhoutan a demandé à la FAO de jouer un rôle moteur afin d'apporter un appui technique à la mise en œuvre de cet important programme.

43. **République démocratique populaire lao:** Le pays participe à l'Initiative depuis mars 2020. Les autorités ont présenté des notes d'investissement sur le manioc, l'élevage et le thé, qui ont été établies avec le soutien de l'Initiative.
44. Dans le prolongement du Forum, on envisage une éventuelle collaboration avec une institution financière internationale sur un projet d'une valeur de 20 à 50 millions d'USD qui viserait à étendre la superficie irriguée et à construire un réseau routier reliant les exploitations aux marchés dans les zones prioritaires définies. En outre, une entreprise privée a fait part de son souhait d'investir dans des chaînes de valeur spécifiques, indiquant qu'elle étudierait plus avant cette possibilité début 2023. Par ailleurs, une société d'investissement s'intéresse au secteur de l'élevage, et des entrevues sont planifiées pour donner suite à ce projet.
45. **Népal:** Concernant le Forum, les pouvoirs publics ont donné la priorité aux dossiers d'investissement suivants: grande cardamome (également appelée cardamome du Népal), pomme de terre de montagne, baies de Timur (également appelées poivre de Timut) et gingembre.
46. Compte tenu des échanges qui se sont tenus lors du Forum, une importante proposition d'investissement axée sur l'eau est en cours d'élaboration avec la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures et est appuyée par la FAO, pour un budget total de 150 millions d'USD.
47. **Îles Salomon:** Le pays s'est associé à l'initiative en avril 2020. Les dossiers d'investissement suivants ont été présentés par les autorités lors du Forum: développement du secteur de la volaille et noix de coco.
48. Plusieurs indications de soutien ont déjà été reçues au sujet de ces interventions et font l'objet d'un suivi au niveau de l'équipe de l'Initiative à l'échelle nationale, sous-régionale et mondiale. Ce soutien pourrait notamment être apporté dans le cadre de la coopération Sud-Sud et, plus largement, des programmes consacrés aux PEID (une note d'investissement ciblée sur les investissements dans le secteur de la volaille est en cours d'élaboration, par exemple).

C. Amérique latine et Caraïbes

49. Dans les huit pays participants de la région, l'Initiative a bénéficié de l'appui des autorités au plus haut niveau. L'**initiative régionale consacrée au couloir de la sécheresse (Corredor Seco)** a été lancée lors du Forum 2022. Un appui initial de 1 million d'USD en faveur de cette approche a été annoncé par le Gouvernement du Brésil et fait l'objet d'un suivi.
50. Au vu de l'intérêt suscité par le Forum, l'équipe de l'Initiative, en collaboration avec le Système d'intégration de l'Amérique centrale et d'autres organisations régionales, contribue aux préparatifs d'un forum de l'investissement consacré spécifiquement au couloir de la sécheresse. La manifestation devrait avoir lieu en mars ou avril 2023. À cette occasion, les notes d'investissement sur l'irrigation et les sols élaborées pour le Forum 2022 qui s'est tenu à Rome seront présentées.
51. Le **pôle alimentaire du Panama** a également été lancé durant le Forum. Plusieurs routes commerciales essentielles entre le continent américain et le reste du monde passent par le canal de Panama. Le canal est particulièrement important pour le commerce agroalimentaire mondial, les principaux groupes de produits échangés étant le soja, les céréales et les bananes.
52. Le pôle alimentaire contribuera à renforcer l'efficacité du commerce des produits alimentaires et à accroître la valeur de ces derniers. Il aura une incidence énorme non seulement sur la région, mais aussi sur l'Afrique subsaharienne et le Proche-Orient, étant donné que l'augmentation de la demande mondiale à l'importation viendra principalement de ces régions et de l'Afrique du Nord.
53. Dans le prolongement du Forum, on étudie activement, aux côtés d'une banque régionale de développement et d'un mécanisme financier régional (FONTAGRO), un éventuel soutien au pôle.
54. **Équateur:** Le pays a rejoint l'Initiative en juin 2020. En 2022, les pouvoirs publics ont présenté des dossiers d'investissement portant sur l'avocat Hass et le cacao. Ils se sont engagés à verser 45 millions d'USD dans le cadre de l'Initiative.

55. Pendant le Forum, la possibilité d'une collaboration avec une banque sur les crédits carbone a été activement étudiée et fait l'objet d'un suivi. Une entreprise privée s'est également déclarée intéressée par une collaboration avec les autorités pour améliorer la production agricole axée sur les protéines d'origine végétale, collaboration qui fait également l'objet d'un suivi.

56. Compte tenu de l'intérêt actuel des pouvoirs publics pour l'Initiative, courant 2023 et dans le cadre du Projet intégral de diversification agroproductive et de reconversion agricole (PIDARA) dont la valeur s'élève à 145 millions d'EUR, les outils mis à disposition au titre de l'Initiative seront utilisés pour réaliser l'allocation territoriale de ces projets dans certaines chaînes de valeur, notamment celles du café, du cacao et de l'avocat.

57. **El Salvador:** Le pays s'est associé à l'Initiative en février 2022. Une collaboration avec le Ministère de l'agriculture et de l'élevage a eu lieu dans le secteur du café, qui est prioritaire. La présentation du Ministère lors du Forum de l'investissement était axée sur l'amélioration de la productivité et de l'efficacité, de l'organisation après récolte des petits et moyens producteurs et du positionnement du café salvadorien sur les marchés internationaux. Au cours du Forum, une collaboration avec Rabobank, qui consisterait à participer à son programme sur les crédits carbone, a été étudiée sérieusement et fait l'objet d'un suivi.

58. **Guatemala:** Lors du Forum, le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation a présenté les possibilités d'investissement suivantes: développement de la culture de la cardamome, du café, du cacao et des céréales de base ainsi que d'autres cultures agroforestières; recherche-développement (R-D) et innovation sur l'exploitation; développement agro-industriel des secteurs de la cardamome, du café et du cacao; renforcement des organisations et de la commercialisation associative, ainsi que d'autres initiatives d'ajout de valeur.

59. Conséquence du Forum, une banque régionale semble souhaiter contribuer à plusieurs de ces investissements. Pendant le Forum, des entreprises privées se sont dites intéressées par une collaboration avec les pouvoirs publics sur l'amélioration des intrants agricoles, le renforcement de l'irrigation dans le secteur du café et les investissements dans la production de café. Une organisation non gouvernementale internationale souhaitait également s'associer avec les pouvoirs publics dans le cadre d'investissements dans les ressources naturelles. Une collaboration intéressante avec un pays d'Amérique du Sud a également été mise sur pied dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Des réunions de suivi sur les activités susmentionnées sont prévues au Guatemala, au premier trimestre 2023.

60. **Haïti:** Le pays a rejoint l'Initiative en juin 2020 et l'équipe a collaboré étroitement avec les pouvoirs publics sur différents produits d'analyse, notamment sur les typologies agricoles et l'analyse en matière d'investissement.

61. Lors du Forum, une note d'investissement sur l'igname a été présentée par le représentant de la FAO, au lieu d'un fonctionnaire national, en raison des changements politiques intervenus récemment dans le pays. Une entreprise privée a manifesté son intérêt pour le secteur de l'igname et l'utilisation des déchets, ainsi que, de manière générale, pour le développement de l'agriculture et le renforcement des capacités. Des entretiens de suivi sont prévus avec les autorités par l'intermédiaire du Bureau du Représentant de la FAO.

62. **Honduras:** Le pays s'est associé à l'Initiative en mai 2021. Le Ministre de l'agriculture et de l'élevage a présenté les possibilités d'investissement suivantes durant le Forum: des semences adaptées au changement climatique, l'accroissement de la résilience face au climat dans le sous-secteur du café et le renforcement de la filière du cacao.

63. Compte tenu des échanges qui se sont tenus pendant le Forum, la Commission nationale d'investissement prévoit d'organiser, dans les mois à venir, une manifestation similaire au niveau national à l'intention des investisseurs.

64. **Nicaragua:** Depuis juin 2022, l'Initiative soutient le Programme national d'investissements ruraux 2022-2031 du Nicaragua visant à réduire la pauvreté et à favoriser un développement durable. Plus précisément, elle soutient les investissements dans les chaînes de valeur des produits laitiers et du

café. Le pays attache une grande importance à l'Initiative et de nouveaux progrès sont attendus en 2023.

65. Les domaines définis comme prioritaires sont *Via Láctea Ampliada* pour le secteur laitier et *Zona Cafetalera Norte* pour le secteur du café. Durant le forum, les autorités nicaraguayennes ont présenté les possibilités d'investissement dans ces deux secteurs. Deux entreprises privées se sont déclarées intéressées par une collaboration avec les pouvoirs publics sur le développement de l'élevage; un suivi de ces dossiers est en cours.

66. **Pérou:** Lors du récent Forum de l'investissement d'octobre 2022, le gouvernement a donné la priorité au développement des infrastructures de collecte et de transformation primaire de cacao fin et des équipements permettant de transformer le mucilage en jus de cacao, ainsi qu'au développement des infrastructures de collecte, de transformation et d'emballage de pétoncles chiliens (*conchas de abanico*).

67. À la suite du Forum, la collaboration avec Rabobank sur les crédits carbone a fait l'objet d'un suivi actif dans le cadre d'une mission à Cajamarca. Les autorités locales étudient l'éventualité d'un investissement initial de 500 000 USD dans le secteur de la part de Rabobank.

D. Proche-Orient et Afrique du Nord

68. **Yémen:** Le pays s'est joint à l'Initiative en mai 2020 et l'équipe a collaboré abondamment avec les pouvoirs publics sur différents produits d'analyse, notamment l'élaboration d'une carte de la vulnérabilité révisée, de typologies agricoles et d'une analyse sur l'investissement.

69. Au cours du Forum, des dossiers d'investissement dans les secteurs suivants ont été présentés par les autorités: production de plants horticoles, secteur laitier, apiculture (production de miel) et culture de caféiers en terrasses. On a continué d'étudier d'éventuelles collaborations avec plusieurs investisseurs, notamment des banques et le secteur privé, celles-ci faisant l'objet d'un suivi de la part des autorités avec l'aide des représentants de la FAO.

III. Le tableau de bord de l'Initiative Main dans la main

70. Le tableau de bord donne un aperçu du nombre total de pays qui participent à l'Initiative (60 à présent), par rapport à l'objectif total de 64, ainsi que les progrès accomplis par ces pays dans le cadre de l'Initiative. Les ensembles de données actuels les plus complets correspondent à ceux du Forum 2022 et concernent les engagements définis et les progrès accomplis au niveau des pays.

71. Le développement du tableau de bord sur les programmes s'est poursuivi: les données sont désormais de meilleure de qualité et celles des 20 pays qui ont participé au Forum y sont incluses.

72. La structure du tableau de bord est en cours d'examen et de mise à niveau, idéalement dans l'optique de créer des liens avec les nouveaux systèmes novateurs de communication de rapports de la FAO.

IV. Stratégie de communication

73. La stratégie de communication de l'Initiative prévoit de renforcer les capacités à mobiliser plus activement les investisseurs, les donateurs et les partenaires dans le cadre de l'Initiative, ainsi que le soutien interne en faveur de l'Initiative.

74. Les principaux supports de communication, notamment un résumé de la stratégie de communication, et toutes les informations sur l'Initiative sont disponibles sur le site web: <https://www.fao.org/hand-in-hand/fr>.